Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/467>

DOI : 10.4000/aspd.467

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

Pagination : XIII-XV

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 23-1 | 2004, mis en ligne le 10 mars 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/467> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.467>

Introduction

SUR LE PLAN DES RELATIONS NORD-SUD, l'événement marquant de 2003 est sans doute l'échec de la 5^e Conférence ministérielle – dite de Cancún – de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)¹. Il y avait en effet bien longtemps que la ligne de fracture Nord-Sud n'était apparue aussi clairement dans une négociation internationale. Comment l'interpréter? S'agit-il d'une reconstitution durable du «Groupe des 77» qui, dans les années 1960 et 1970, présentait un front relativement uni face aux pays industrialisés pour réclamer un «nouvel ordre économique international»? S'agit-il au contraire d'une péripétie qui ne remet pas en cause la tendance générale à une hétérogénéité croissante des pays en développement?

Il n'y a pas de réponse simple à ces questions. D'un côté, il est indéniable que le Groupe des pays en développement dit des «21» – regroupé autour des grandes puissances politiques et économiques du Sud, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde –, a entraîné l'ensemble des pays en développement dans une épreuve de force avec le Nord peu commune dans les annales des négociations économiques internationales. On se rappelle que l'Uruguay Round fut le premier cycle de négociations commerciales multilatérales dans lequel les pays en développement furent admis comme des participants à part entière. Il se pourrait donc que Cancún marque la fin du pouvoir qu'ont les pays du Nord d'imposer, sans rencontrer d'opposition, leur ordre du jour à ceux du Sud et que les négociations commerciales internationales ne se jouent désormais plus pour l'essentiel entre les Etats-unis, l'Union européenne et le Japon.

D'un autre côté, la revendication principale du Groupe des 21 est bien différente de ce que les pays du Sud réclamaient dans les années 1970. Ils revendiquaient alors un changement des règles des relations économiques internationales afin qu'elles prennent mieux en compte les différences structurelles entre pays riches et pays pauvres. A Cancún, il s'agissait pour eux d'obtenir une plus grande ouverture des marchés du Nord aux produits agricoles du Sud en échange de l'acceptation de nouvelles règles destinées à approfondir la libéralisation des échanges et des marchés (par exemple, sur l'investissement international, la passation des marchés publics, la simplification des formalités douanières). Leur position de négociation ne contestait aucunement l'ordre économique mondial fondé sur le libéralisme économique.

Une première conclusion à tirer de cet épisode est donc que l'affrontement Nord-Sud de Cancún ne s'est pas fait selon la ligne de fracture opposant les partisans et les adversaires de la mondialisation. Les plus influents des pays du Sud acceptent la mondialisation, mais ils veulent être considérés comme des participants à part entière dans les négociations internationales et rester maîtres du rythme et des modalités de leur intégration dans l'économie mondiale. Les pays industriels du Nord ont donné l'exemple en imposant un rythme très lent pour procéder à un ajustement structurel dans les secteurs sensibles de leurs économies tels que l'agriculture et les textiles.

¹ Voir, dans le chapitre 6 du présent Annuaire, le point 6.2 sur l'OMC.

En second lieu, l'expérience de Cancún montre que le pouvoir de négociation des pays en développement augmente lentement, mais sûrement, en fonction de leur participation croissante au commerce international. Paradoxalement, cette expérience – largement perçue comme un échec de l'OMC – confirme au contraire l'importance de cette organisation comme forum mondial régulateur des échanges internationaux. L'épisode de Cancún signale simplement la participation croissante des pays en développement à l'économie mondiale, objectif poursuivi depuis la conférence de Bretton Woods de 1944 par les pays industriels à économie de marché.

L'expérience de Cancún rappelle l'incohérence des politiques des pays industriels, qui encouragent les pays du Sud à libéraliser leurs économies tout en ayant eux-mêmes des pratiques protectionnistes dans des secteurs fragiles de leurs économies. Ce protectionnisme représente, selon la Banque mondiale², plus de 100 milliards de dollars par année de manque à gagner pour les économies des pays en développement, soit environ deux fois le volume annuel de l'aide publique au développement (APD). Dans une période où l'état des finances publiques des pays industriels ne laisse pas entrevoir une croissance des flux d'APD, il demeure important de considérer l'impact de toutes les politiques publiques – y compris bien sûr des politiques commerciales – sur les pays en développement.

En 2003, un institut de recherche des Etats-unis et la revue *Foreign Policy* ont publié pour la première fois un indicateur de la cohérence des politiques, intitulé *Commitment to Development Index*³. Cet indicateur établit un classement des pays membres du CAD selon les répercussions de leurs politiques sur le développement économique et social des pays en développement. Les politiques prises en compte sont celles poursuivies dans les domaines de l'aide, du commerce, de l'investissement international, des migrations, de l'environnement et du maintien de la paix. Les Pays-Bas figurent en tête du classement ; les pays du G7 – c'est-à-dire ceux dont le poids dans l'économie mondiale est le plus important – se trouvent plutôt, à l'exception de l'Allemagne, dans la seconde moitié de la liste. La Suisse, quant à elle, se place cinquième rang⁴.

L'approche générale proposée par cet indicateur est très prometteuse car elle ne réduit pas l'appréciation de la contribution d'un pays industriel au développement des pays pauvres au seul paramètre de l'APD. Elle intègre des dimensions qui, tel le commerce, ont une incidence majeure sur la situation des pays en développement ou qui, comme l'environnement, touchent à l'avenir à long terme de l'ensemble de la planète. Dans ce domaine, l'évaluation de la politique des pays du Nord est fondée notamment sur l'émission par habitant de gaz à effet de serre et de substances appauvrissant l'ozone. Les efforts des pays industriels pour réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement – et donc pour modifier leur style de développement – entrent ainsi explicitement dans l'évaluation des politiques Nord-Sud.

² World Bank, *Global Economic Prospects and the Developing Countries*, Washington, 2001.

³ Center for Global Development, « Ranking the Rich », *Foreign Policy*, May/June 2002, pp. 56-66.

⁴ La Suisse est bien classée pour ce qui est de sa politique migratoire (appréciée selon le nombre annuel d'immigrants légaux par rapport à la population totale) ainsi que pour sa politique environnementale. Elle obtient par contre un mauvais classement pour sa participation aux opérations de maintien de la paix.

A cet égard, il convient de noter que le Conseil fédéral établit explicitement le même lien en se demandant «quelles habitudes de production et de consommation peut-on encore défendre en Suisse au vu de la destruction des ressources naturelles vitales dans le monde»⁵. Dix ans après la publication des *Lignes directrices Nord-Sud*⁶, qui énonçaient clairement la volonté d'améliorer la cohérence des politiques publiques de la Suisse vis-à-vis des pays en développement, il est heureux que le gouvernement suisse réaffirme sa conviction que «la cohérence des politiques est devenue l'une des conditions préalables au développement durable». Le véritable défi est celui de parvenir à inscrire cette préoccupation dans l'agenda politique des pays industriels.

* * *

Mes vifs remerciements vont aux auteurs des textes publiés dans ce nouveau volume de l'*Annuaire suisse de politique de développement*. Comme chaque année, nous avons pu compter, pour réaliser cette publication, sur l'appui et les conseils de nombreux spécialistes au sein de l'Administration fédérale, des ONG, des associations faîtières et des milieux académiques. J'exprime aussi toute ma gratitude à celles et ceux qui ont contribué à la conception et à la réalisation de ce nouvel Annuaire ; la fiabilité de cet ouvrage de référence repose sur leur compétence et leur engagement.

Jacques Forster

Professeur à l'Université, Directeur de la rédaction

⁵ Conseil fédéral, *Message sur la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement* du 28 mai 2003 (FF 2003 4155), p. 4192.

⁶ Conseil fédéral, *Lignes directrices Nord-Sud* du 7 mars 1994, DDC, Berne, 1994, 28 p., <www.deza.admin.ch/ressources/deza_product_f_21.pdf>.